

**Prix Sasakawa**  
**Nomination de Marie Alta Jean-Baptiste – Note justificative**  
**Proposé par le Système des nations unies en Haïti**

**1. Informations concernant le Nominé**

**Nom du Nominé :** Marie Alta Jean-Baptiste

**Adresse du nominé :** 15 Impasse Salomon, Rue Jacques 1<sup>er</sup>, Delmas 31, Haiti

**E-mail :** [altajeانبaptiste@yahoo.com](mailto:altajeانبaptiste@yahoo.com)

**Nationalité :** Haïtienne

**Date de naissance :** 3 mai 1959

**Lieu de naissance :** Gonaïves, Haïti

**Sexe :** Féminin

**Diplômes et formation :** Ingénieur Agronome, Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de Port au Prince, Haïti

**Poste actuel du Nominé :** Directrice de la Direction de la protection civile (DPC) Haïtienne

**Description des missions du Nominé dans ce poste :**

- Assure la direction technique et stratégique de la protection civile Haïtienne
- Coordonne le Secrétariat permanent de gestion des risques et désastres (SPGRD)
- Point focal GRD de l'ISDR en Haïti

**Anciens postes et fonctions du Nominé :** Coordinatrice des opérations de préparation et réponse à la DPC

**2. Informations concernant la personne proposant le nominé**

**Nom :** Peter de Clercq

**Adresse :** MINUSTAH LogBase, Blvd Toussaint Louverture & Clercine 18, Port au Prince, Haiti

**E-mail :** [declercqp@un.org](mailto:declercqp@un.org)

**Poste actuel :** Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies en Haïti, Coordonnateur résident des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Représentant résident du PNUD

**Poste précédent :** Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Etat de Droit et la Sécurité en Somalie

### **3. Justification de la nomination**

*Question 1 : En moins de 800 mots, veuillez décrire l'innovant et remarquable effort mené par le nommé pour réduire l'impact des catastrophes et construire la résilience face aux désastres à propose du thème « façonner l'avenir »*

A la tête de la Direction de la protection civile (DPC) haïtienne depuis 2003, Madame Marie Alta Jean-Baptiste travaille sans relâche pour aider son pays à mieux se préparer aux situations d'urgence et à mieux intégrer la réduction des risques dans les politiques et programmes de développement sectoriels.

Dès la première année, elle a eu à gérer de nombreuses inondations mais surtout le cyclone Jeanne aux Gonaïves en septembre 2004 qui a fait plus de 3000 victimes. Les années qui ont suivi n'ont pas épargné Haïti qui a été confronté au passage successif de quatre cyclones en 2008 ; au séisme du 12 janvier 2010 ; à l'épidémie du choléra et la tempête tropicale Tomas la même année ; à l'ouragan Sandy en 2012, etc.

Ces événements nous ont rappelé qu'Haïti compte parmi les pays les plus vulnérables aux risques de catastrophes dans le monde. La Directrice de la protection civile a bien compris cela et s'est efforcée de renforcer le Système national de gestion des risques et des désastres, un système multisectoriel et basé sur le principe de subsidiarité. Cela s'est traduit par la couverture territoriale du pays en structures de protection civile ; la vulgarisation des systèmes d'alerte et d'évacuation auprès des acteurs clés et de la population ; le renforcement de la coordination entre les différents acteurs de la gestion des risques et des désastres, mais aussi la dotation du pays de capacités opérationnelles et la promotion de l'implication communautaire.

Aujourd'hui, tous les départements et toutes les communes du pays disposent d'équipes de protection civile, ayant reçues différentes formations spécialisées, grâce à l'appui de plusieurs partenaires.

En 2010, alors que le pays est dévasté par un terrible séisme, combiné à une épidémie de choléra et d'autres événements hydrométéorologiques, Mme Marie Alta Jean-Baptiste a su, renforcer le Système national de gestion des risques et des désastres, lui-même fortement déstabilisé par le séisme. Le regard porté sur l'avenir, elle a su proposer aux partenaires techniques et financiers du système une vision claire quant au devenir de la gestion des risques et des désastres en Haïti. Elle a également renforcé la coordination entre les différents acteurs, à travers la création d'un forum des organisations non gouvernementales qui assure une meilleure synergie entre les actions humanitaires et la gestion des risques et des désastres à proprement parler.

Militante de l'inter-sectorialité, Mme Jean-Baptiste a compris que la résilience des générations futures est tributaire des investissements actuels. En ce sens, elle assure un plaidoyer constant

afin que les secteurs assument leurs responsabilités et intègrent de façon systématique la prise en compte des risques dans leurs activités.

Consciente du manque de capacités de l'Etat Haïtien, Mme Jean-Baptiste sait également que la principale ressource d'Haïti est sa jeunesse. Dès lors, la stratégie du SNGRD se base sur le développement d'une culture du risque auprès des jeunes, que ce soit à travers la formation dans les écoles, l'intégration de la réduction des risques dans les cursus universitaires ou encore dans des activités de sensibilisation ciblant particulièrement les jeunes. Au delà de l'information et de l'éducation, le SNGRD s'appuie sur les jeunes comme relais de l'information des populations les plus vulnérables ou comme volontaires contribuant directement aux activités de préparation et de réponse aux désastres. La jeunesse n'est donc pas simplement réceptrice de l'information mais actrice de sa propre résilience.

Ainsi, son leadership et son engagement sont un modèle pour l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine et au delà, que ce soit au sein du gouvernement, de la communauté internationale ou de la société civile Haïtienne.

Aujourd'hui, Madame Jean-Baptiste s'efforce à rendre le Système national de gestion des risques et des désastres plus inclusif et mieux à même de faire face aux grands défis à venir, tels que ceux liés aux changements climatiques ou à l'augmentation des inégalités. Cela se fait en multipliant les échanges pour une meilleure prise en compte de ces problématiques dans les actions du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers. Cela permettra également au Gouvernement haïtien d'aligner sa stratégie avec la Stratégie internationale de prévention des catastrophes post-2015. Ces échanges contribueront à la prochaine révision du Plan national de gestion des risques et des désastres, document stratégique de référence en Haïti pour la gestion des risques.

Ainsi, de part son leadership, son engagement et son exemplarité, Madame Jean-Baptiste a donné une assise durable à la gestion des risques et désastres en Haïti et a considérablement contribué à renforcer la résilience de la population et des institutions haïtiennes face aux risques de catastrophes naturelles. Cet engagement, connu et reconnu par l'ensemble des acteurs intervenant en Haïti et dans la région Caraïbes, mérite d'être soutenu et porté comme exemple au niveau international à travers le prix Sasakawa.

Question 2 : En moins de 400 mots, veuillez décrire comment le travail du nominé est financé

Haïti est caractérisé par une extrême vulnérabilité face aux risques de catastrophes naturelles et par un manque de ressources important de la part de l'État Haïtien. Dès lors, la grande partie des investissements réalisés dans le domaine de la gestion des risques et des désastres depuis 15 ans l'a été grâce à l'appui technique et financier de la communauté internationale

Plusieurs partenaires nationaux et internationaux ont joué un rôle collectif dans les avancées du Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD), sous le leadership de la Directrice de la protection civile.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est présent depuis la création du SNGRD. Il a contribué au renforcement institutionnel du Système national. Il intervient en appui à l'atteinte des objectifs de tous les axes d'intervention du SNGRD : formation, technologie de l'information et de la communication, sensibilisation, réponse, relèvement prévention du risque sismique et des risques en milieu urbain.

La Banque Mondiale a contribué au renforcement et à la territorialisation du SNGRD. Elle a appuyé la réalisation d'activités de préparation, de prévention et de mitigation sur l'ensemble du pays. Elle a également fortement contribué aux processus de relèvement post-désastres.

La Banque interaméricaine de développement s'est concentrée sur le renforcement du Système d'alerte précoce pour les événements hydrométéorologiques.

Haïti bénéficie de l'appui technique de l'Agence caribéenne pour la gestion de désastres et d'urgence (CDEMA), en matière de télécommunication d'urgence et de réponse aux urgences.

En l'espace de trois ans, le Projet d'Appui au Renforcement de la Gestion Publique (PARGEP), projet financé par le Canada a contribué à renforcer les capacités gouvernement en matière de communication d'urgence.

L'Union européenne intervient grâce à plusieurs mécanismes financiers au niveau de la gestion locale du risque, avec des interventions dans la prévention, la mitigation, et sur toute la chaîne de gestion du risque. Elle intervient également dans le renforcement opérationnel du Système grâce à la formation et au déploiement dans chaque commune d'environ 3000 volontaires sur le sauvetage ainsi que dans la formation d'équipes d'intervention communautaires.

Le Gouvernement américain accompagne le SNGRD dans le développement de plusieurs formations, renforçant notamment la coordination des acteurs du Système dans la réponse aux urgences. Le département de la défense des États-Unis a lui financé la construction de Centres d'opérations d'urgence dans chaque département du pays et accompagne Haïti dans le développement des mécanismes et procédures pour la gestion des urgences.

